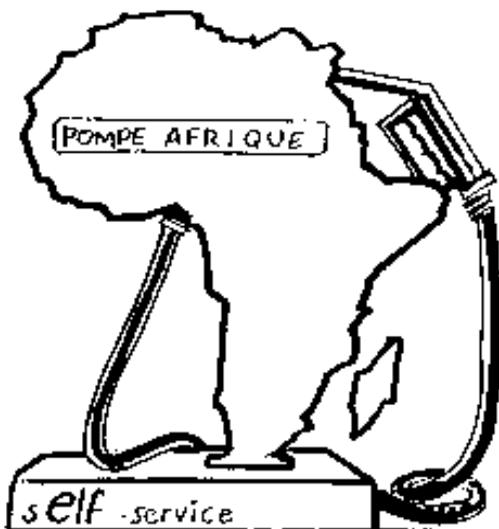


# QUE FAIT LA FRANCE EN AFRIQUE ?



*La Françafrique, ou la face cachée  
de la politique française en Afrique*

# Pourquoi cette brochure ?

De même que les États-Unis ont leur arrière-cour en Amérique latine, la France a besoin d'avoir son arrière-cour en Afrique.

Georges Serre, conseiller d'Hubert Védrine, Ministre des affaires étrangères, 1998

Guerres civiles, dictatures, pauvreté, analphabétisme, malnutrition... La situation catastrophique de l'Afrique francophone soulève de nombreuses questions. Pourquoi tant de misère dans des pays si riches en matières premières ? A qui profite l'argent du pétrole, de l'uranium, du diamant, du bois, des minerais ? Comment expliquer la présence permanente de l'armée française dans ses anciennes colonies ? Pour quelles raisons le gouvernement français reçoit-il régulièrement, avec tous les honneurs de la République, des dirigeants africains parvenus au pouvoir par des coups d'Etat ou des élections truquées ?

En 1998, François-Xavier Verschave, alors président de l'association *Survie*<sup>\*</sup>, publie *La Françafrique, le plus long scandale de la République*. Cette enquête dévoile la face cachée des relations franco-africaines : la confiscation des indépendances, le pillage des matières premières, le soutien de dictatures, la complicité de génocide au Rwanda. Cette analyse sera progressivement étayée par une dizaine d'ouvrages dont *Noir Silence* (2000), *L'envers de la dette* (2001), *Nérophobie* (2005), etc.

Cette brochure s'adresse à celles et ceux qui n'ont jamais entendu parler de la Françafrique, ou connaissent bien cette expression mais cherchent à synthétiser leurs idées. L'exercice est périlleux : comment résumer plusieurs dizaines de milliers de pages d'enquête ? Cet exposé est forcément caricatural et incomplet. Mais nous espérons qu'il fournit des repères et l'envie d'en savoir davantage.

Fructueuse lecture.

## PLAN

I	La confiscation des indépendances	page 3
II	De la Raison d'État à la Mafiafrique	page 8
III	Le bilan de la Françafrique	page 15
IV	Questions - réponses	page 18

\* cf. post scriptum page 30.

# I La confiscation des indépendances

Certes, au temps où la colonisation était la seule voie qui permit de pénétrer des peuples repliés dans leur sommeil, nous fûmes des colonisateurs, parfois impérieux et rudes. Mais au total, ce que nous avons, en tant que tels, accompli laisse un solde largement positif aux nations où nous l'avons fait.

général De Gaulle, président de la république française, 31 janvier 1964

Pour mettre à jour les mécanismes de la Françafrique, il nous faut remonter aux origines de la décolonisation. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, l'Etat français se confronte aux désirs d'émancipation de la plupart de ses colonies (Indochine, Algérie, Cameroun...). Lorsque le général De Gaulle prend le pouvoir en 1958, l'opinion publique est de plus en plus favorable à la décolonisation, tout comme les États-Unis et l'URSS qui espèrent rallier à leur panache les peuples décolonisés\*. Cependant, De Gaulle ne souhaite pas l'indépendance de l'empire colonial français, et ce pour au moins trois raisons :

- **une raison économique** : l'Afrique permet à la France d'accéder aux matières premières stratégiques comme l'uranium ou le pétrole. Elle est également source de profits pour les sociétés coloniales (cacao, bananes, bois, café, etc.).
- **une raison politique** : en pleine période de "Guerre froide", la France, alliée du camp occidental, souhaite éviter la propagation du communisme dans ses colonies.
- **une raison inavouable** : le détournement des rentes africaines finance le mouvement gaulliste, via des circuits qui irrigueront par la suite les autres partis de gouvernement.

Politiquement acculé, le président De Gaulle enclenche finalement le processus de décolonisation dans les années 60." Mais tout en proclamant ce nouvel état des relations internationales, il charge son bras droit *Jacques Foccart* de maintenir les pays d'Afrique francophone sous la tutelle française par un ensemble de moyens illégaux et occultes.

\* Pour plus de détails sur les ambitions des deux super-puissances à cette époque, cf. *L'an 501, la conquête continue*, Noam Chomsky, Écosociété, 1995 ; *Une histoire populaire des États-Unis*, Howard Zinn, Agone, 2002.

\*\* Hormis pour ce qu'on appellera plus tard les Territoires d'outre-mer, comme la Nouvelle-Calédonie, ainsi que quelques points d'appui stratégiques comme les Comores et Djibouti.

Jacques Foccart est à l'époque un personnage très puissant : secrétaire général de l'Élysée, il dirige la plupart des services secrets\*, supervise les nominations aux principaux postes du parti gaulliste et de l'État, pourvoit enfin aux finances du gaullisme. Il va brillamment orchestrer cette mission de confiscation des indépendances.

Sa principale stratégie sera la mise en place de dirigeants africains favorables à la France par l'élimination physique des leaders et mouvements indépendantistes. La guerre contre les indépendantistes camerounais (1957-1970) fut la plus violente, avec des méthodes dignes de la guerre du Vietnam : des centaines de milliers de victimes, l'assassinat des leaders Ruben Um Nyobé en 1958, Félix Moumié en 1960, Ouandié en 1970. Cette guerre servit de leçon à tous ceux qui pouvaient avoir des velléités de résistance. Citons également l'assassinat du président indépendantiste togolais Sylvanus Olympio en 1963, sous la supervision des services français. L'assassin, Etienne Eyadéma, s'installa ensuite plus de 40 ans au pouvoir et devint « l'ami personnel » du président Jacques Chirac. Son fils Faure Gnassingbé lui a succédé en 2005 par le biais d'élections frauduleuses et d'une sanglante répression des opposants.\*\* Bon nombre des chefs d'État choisis par Foccart ont été formés dans les écoles militaires françaises. Certains appartenaient aux services secrets français, comme Omar Bongo, actuel président du Gabon, ceci depuis... 1967 !

Des accords sont ensuite passés avec les dirigeants de ces pays officiellement décolonisés. Depuis plus de quarante ans, les pays francophones situés au sud du Sahara vivent avec des accords de coopération, notamment monétaires et militaires, conçus comme si ces états ne devaient jamais devenir indépendants. Citons l'Accord de défense du 24 avril 1961 entre la France, la Côte d'Ivoire et le Niger concernant les « *matières premières et produits stratégiques* » (hydrocarbures, uranium, lithium...). Cet accord stipule que ces pays, « *pour les besoins de la défense, réservent par priorité leur vente à la République française après satisfaction des besoins de leur consommation intérieure, et s'approvisionnent par priorité auprès d'elle* » et « *lorsque les intérêts de la défense l'exigent, elles limitent ou interdisent leur exportation à destination d'autres pays* ». Certains accords peuvent comporter des clauses non publiées au Journal Officiel\*\*\* et ignorées du Parlement français. Par exemple, le Journal Officiel du 21 novembre 1960 précise que « *la République gabonaise a la responsabilité de sa défense intérieure, mais elle peut demander à la République française une aide dans les conditions définies par les accords spéciaux.* »

---

\* Petite anecdote : en 1969, *Le Canard enchaîné* dévoilait l'existence d'un dispositif permettant à Jacques Foccart d'enregistrer les conversations du palais de l'Élysée. L'affaire fut connue sous le nom de "commode à Foccart"... Notons que Jacques Foccart publia ses sulfureuses mémoires politiques deux ans avant sa mort (*Foccart parle*, Fayard, 1995).

\*\* cf. *Le choix volé des Togoais*, L'Harmattan, 2005 ; *Le Togo : de l'esclavage au libéralisme mafieux*, Gilles Labarthe, Agone, 2005. En septembre 2006, Faure Gnassingbé a été reçu en France, avec tous les honneurs de la République.

\*\*\* Le Journal officiel est le quotidien édité par l'État français dans lequel sont consignés tous les événements législatifs (lois, décrets), réglementaires (arrêtés), déclarations officielles et publications légales.

Ces accords secrets prévoient généralement l'organisation, l'encadrement et l'instruction des forces armées des Etats "décolonisés", ainsi qu'une intervention militaire française en cas de menace extérieure. Enfin, des bases militaires françaises sont implantées sur le continent africain de manière permanente. Actuellement, celles-ci sont situées à Dakar (Sénégal), N'Djamena (Tchad), Djibouti, Libreville (Gabon) et Abidjan (Côte d'Ivoire). Elles regroupent un total de plusieurs milliers de soldats. Lorsque la France ne peut agir directement, l'utilisation de mercenaires complète le dispositif. Les plus célèbres sont Bob Denard et Paul Barril, impliqués dans de nombreux "coups tordus" aux Comores, au Bénin, au Gabon, en Angola, au Zaïre, etc.\*\*

Jacques Foccart élabore ainsi un *réseau* contrôlé depuis l'officieuse *cellule africaine de l'Élysée* et entretenu par une série de correspondants : officiers des services secrets, hommes d'affaires, fonctionnaires, conseillers, etc. Chaque président africain est encadré par les services secrets français, soi-disant chargés de sa sécurité, et par de multiples conseillers. Pour éliminer tout risque d'opposition intérieure, des polices politiques tortionnaires sont mises en place, formées à l'école française et aux méthodes expérimentées en Algérie.

Cette stratégie permet de maintenir le système de domination et d'exploitation coloniale tout en donnant l'impression qu'il y a bien indépendance, puisque c'est un homme originaire du pays qui gouverne. Elle permet également à la France de maintenir sa position dominante dans les institutions internationales, telles que l'ONU, les Etats d'Afrique francophone, officiellement indépendants, s'alignant généralement sur les choix de l'ancienne métropole.

La domination politique et militaire des anciennes colonies s'accompagne enfin d'une domination économique, via le franc CFA, contrôlé par la Banque de France. Initialement « *franc des Colonies Françaises d'Afrique* », il sera rebaptisé en 1960 « *franc des Communautés Financières Africaines* » pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, « *franc de la Coopération Financière d'Afrique centrale* » pour le Cameroun, la République centrafricaine, la République du Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Tchad. Le franc CFA était convertible directement en franc français jusqu'en 1993, ce qui facilitait l'évasion monétaire. En janvier 1994, il sera brutalement dévalué de 50%, décision entraînant de lourdes conséquences sur les populations.



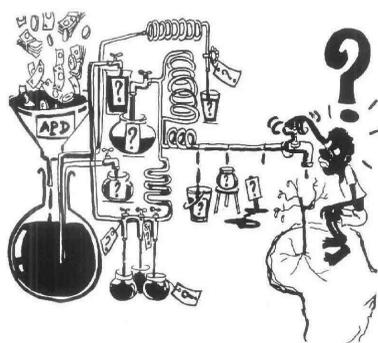
\* La base de N'Djamena devrait fermer sous peu dans le cadre d'un redéploiement militaire français en Afrique.

\*\* cf. *La privatisation de la violence. Mercenaires et Sociétés militaires privées au service du marché*, Xavier Renou, Agone, 2006 ; *Le boom du mercenariat*, ouvrage collectif, Damoclès, 2001.

Parallèlement, sous l'impulsion des États-Unis émerge le concept de *développement* : les pays occidentaux sont incités à aider leurs anciennes colonies, rebaptisées *pays sous-développés*<sup>\*</sup>. La France met ainsi en place toute une gamme d'institutions chargées de la coopération et du développement. Les dépenses affectées à cet effet sont rassemblées sous l'appellation *Aide Publique au Développement* (APD). L'État français y consacre 30 à 40 milliards de francs chaque année. Loin d'œuvrer pour le développement de l'Afrique, l'APD a en réalité plusieurs fonctions :

- *soutenir financièrement les régimes "amis" de la France*, et si possible étendre leur influence.
- *favoriser le détournement des ressources africaines*, en améliorant l'exploitation des matières premières (meilleurs outils de production, construction de voies d'accès, corruption des élites locales) : pétrole, uranium, manganèse, bois exotiques, or, cobalt, diamants, cacao, café, pétrole, banane, coton, etc.
- *aider à vendre un certain nombre de productions françaises* réalisées par quelques grandes entreprises avec des marges confortables, parfois inouïes, bien souvent accompagnées de "pots-de-vin" pour des partis politiques français. Ce sont par exemple les aides dites *liées* : leur octroi est conditionné au choix d'une entreprise française pour la réalisation du projet.

Le reste de l'APD sert à la promotion commerciale, à la défense de la Francophonie, au prestige de la France, voire même aux bourses scolaires des enfants d'expatriés, ou encore au coût de la rétention et de l'expulsion des immigrés clandestins.<sup>\*\*</sup> Au final, seuls quelques pourcentages de l'aide visent réellement à réduire l'extrême misère qui touche les anciennes colonies françaises.



Malgré tout, certains coopérants et ONG de développement subventionnés par l'APD font du bon travail, peu coûteux. Nombre d'actions de base, en particulier dans la santé, sont utiles et peu onéreuses. Mais cette facette "vertueuse" du développement légitime tout le reste. En réalité, le développement est littéralement saboté. Malgré les dépenses gigantesques officiellement consacrées aux États d'Afrique francophone, la situation catastrophique de ces pays après quatre décennies de "coopération" est révélatrice : on devine que l'aide au développement a très peu profité aux populations.

\* cf. brochure *L'idéologie du développement* (Les renseignements généraux).

\*\* pour plus de détails, cf. brochure *A qui profite l'aide au développement ?* (Les renseignements généraux).

Pendant toute cette période, les discours des différents gouvernements se sont parés d'un "manteau de vertu" : la France « *meilleure amie de l'Afrique et du développement* », « *patrie des Droits de l'Homme* », la lutte contre l'influence hégémonique anglo-saxonne, etc. Notons à ce propos que même si le gouvernement français affichait une distanciation avec les États-Unis, les passerelles entre les services secrets, les hommes d'affaires ou les militaires français et américains étaient beaucoup plus fortes que l'on pourrait imaginer. Les réseaux franco-africains étaient en lien étroit avec le dispositif clandestin de la Guerre froide : la France jouait son rôle dans l'échiquier géopolitique occidental.

Le financement du contrôle des anciennes colonies ne pouvait se faire qu'illégalement. Ainsi, des firmes françaises chargées d'approvisionner l'Hexagone en matières stratégiques sont investies par les services secrets. La société *Elf* est créée en 1967 par Pierre Guillaumat\*, ancien militaire et agent secret, pour servir entre autres de couverture au financement et à l'action des services secrets en Afrique. Elle a organisé le drainage d'énormes marges occultes sur l'exploitation de l'or noir africain : production non déclarée au large des côtes, surfacturation des investissements et des prestations, arnaque sur le préfinancement des productions futures, etc. Tout cet argent permet le contrôle des pays producteurs : corruption des décideurs locaux, co-organisation de scrutins truqués, achat de la complicité de la classe politique française, financement de polices politiques, de gardes dictatoriales, de milices ou de mercenaires, implication dans des coups d'État ou des guerres civiles.\*\* *Elf* (désormais Total) a cogéré de cette manière au moins le Gabon, le Congo-Brazzaville et le Cameroun. Elle a joué un rôle déterminant dans la politique française au Nigeria et en Angola. Par exemple, *Elf* finançait les deux parties en conflit dans la guerre civile angolaise qui opposait depuis 1975 le gouvernement et un mouvement rebelle, l'UNITA. Ce double-jeu permettait, entre autres, d'affaiblir la capacité de négociation de l'État au moment de vendre son pétrole.

En plus des trafics de drogue et du blanchiment d'argent via les loteries, casinos ou paris hippiques, quantité de PME et de petites entreprises (fournitures, armements, trafics divers) financent les services secrets. Une partie des fonds gigantesques de la rente du pétrole ou des matières premières, et des commissions sur les ventes d'arme, est récupérée par ces services qui multiplient ainsi les crédits votés à leur intention par le Parlement français. Enfin, la prolifération des paradis fiscaux permet l'évasion de capitaux et le blanchiment d'argent, en toute opacité.\*\*\* La *Françafrique*, confiscation des indépendances, s'installe durablement en Afrique francophone. Une génération de décideurs, en France comme en Afrique, s'habitue ainsi au détournement des richesses africaines.

---

\* Auparavant, Pierre Guillaumat était administrateur général du Commissariat à l'Énergie Atomique. Il orchestrait les recherches secrètes sur la bombe atomique (cf. brochure *Nucléaire : jusqu'ici tout va bien*, Les rens. généraux).

\*\* cf. L'édifiante affaire *Elf*. Pour un aperçu pédagogique, voir le documentaire *Elf, une Afrique sous influence*, Fabrizio Calvi, 136 mn, 2000 ; ne pas manquer également l'excellente pièce *Elf la pompe Afrique*, [www.unpasdecote.org](http://www.unpasdecote.org)

\*\*\* cf. brochure *Comment blanchir l'argent sale ?* (Les renseignements généraux)

## II De la Raison d'État à la Mafiafrique

J'ai dû recevoir dans mon bureau quatre cents assassins et deux milles trafiquants de drogue. On ne peut pas ne pas se salir les mains avec l'Afrique.

Bruno Delaye, ex-responsable de la cellule africaine de l'Élysée, *Le Figaro*, 12/01/1998

Lorsqu'en 1974, le président Giscard d'Estaing limoge Jacques Foccart\*, le réseau pyramidal de ce dernier, privé de tête, semble voué à l'éclatement. L'effondrement du bloc soviétique et de l'apartheid vont également fragmenter les enjeux politiques africains. Le réseau initial de Jacques Foccart, dont la stratégie de *Raison d'État* était directement contrôlée par l'Élysée, va apparemment se dissoudre en plusieurs réseaux développant leurs propres stratégies. La politique africaine de la France semble désormais ne plus relever de décisions centralisées, fussent-elles inavouables, mais être le résultat aléatoire d'un "jeu de fléchettes" autour d'enjeux alléchants : le détournement de l'aide publique au développement, l'exploitation lucrative des matières premières, le financement parallèle de la vie politique française, un "terrain de jeux", de primes et de promotions pour les militaires, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes et de drogues.

La Françafrique se transforme en une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et en lobbies, parmi lesquels nous citerons :

- **Des réseaux politico-affairistes**, dont le néogaullisme constitue la "colonne vertébrale". Les plus puissants seront ceux de Charles Pasqua et de Jacques Chirac. Ce dernier réussit en 1986 à s'accaparer une grande partie des réseaux français en nommant Jacques Foccart son conseiller personnel à Matignon, profitant ainsi de son "héritage" et de ses conseils. Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand, dont le fils dirigea de 1986 à 1992 la cellule africaine de l'Élysée, ont aussi développé leurs propres réseaux, articulés aux précédents. D'autres personnalités politiques ont également cherché à cultiver des réseaux français, de moindre importance : Alain Madelin, Michel Rocard, Michel Roussin après son émancipation du giron chiraquien, etc. Tous ces réseaux se tissent avec une complicité entre la droite et la gauche de l'échiquier politique. Réactivés généralement à l'approche des élections, ils permettent -entre autres- le financement occulte de partis politiques.

\* Jacques Foccart fut ensuite conseiller pour l'Afrique du président Georges Pompidou, puis conseiller personnel de Jacques Chirac à Matignon (1986-1988), puis à l'Élysée de mai 1995 jusqu'à sa mort en 1997.

- **La cellule africaine de l'Élysée et le COS** (Commandement des Opérations Spéciales), deux structures directement reliées au président de la République et agissant en dehors de tout contrôle démocratique.
- **Les principaux services secrets.** La DGSE (contre-espionnage) est très présente en Afrique, mais aussi la DRM (renseignement militaire), la DST (surveillance du territoire), le SCTIP (coopération et renseignement policiers au service des ministres de l'Intérieur), ou encore la DPSD (sécurité militaire), des membres de celle-ci s'étant illustrés dans le trafic d'armes et le recrutement de mercenaires. En France, le fonctionnement et le financement de ces services restent opaques, sans contrôle démocratique.
- **Le lobby militaire.** Le haut état-major français est majoritairement constitué d'officiers ayant fait une carrière accélérée en Afrique. Pour ces derniers, il est hors de question que l'armée française se détache d'une Afrique qui constitue en quelque sorte leur identité, la source de nombreux privilèges.
- **Des multinationales** aux stratégies de monopole : TotalFinaElf, Bouygues et Suez (BTP, eau), Bolloré\* (transports), Rougier\*\* (bois), Pinault (distribution), Castel (boissons), etc.
- **L'extrême droite et les mercenaires.** Les passerelles sont nombreuses entre des sociétés de mercenaires agissant en Afrique et le fameux "Département Protection Sécurité" (DPS) du Front National. Notons le recours de plus en plus fréquent aux sociétés de mercenaires, dotées d'armement lourd, dans les "zones grises" de la planète – dont beaucoup en Afrique.\*\*\*
- **Un certain nombre d'excroissances de la franc-maçonnerie**, notamment la Grande Loge Nationale Française (GLNF). Située très à droite, c'est la seule grande obédience française rattachée à la très puissante franc-maçonnerie américaine. Presque tous les "présidents" agréés par la FrancAfrique y ont été initiés (Bongo, Sassou N'Guesso, Biya, Déby, Compaoré...) ainsi qu'un panel de plus en plus déterminant de personnalités françaises de la politique, la finance, les industries sensibles (*c'est-à-dire ?*), l'armée, les services secrets, les médias (TF1 en tête), la justice.\*\*\*\* Pour gérer autant d'actions illégales et générer, faire circuler et répartir autant d'argent sale, il faut des réseaux d'initiés, habitués au secret.

---

\* cf. *Bolloré : monopole, service compris*, ouvrage collectif, L'harmattan, 2000.

\*\* cf. *Les piliers de la forêt, exploitations criminelles en Afrique*, F.X. Verschave, Arnaud Labrousse, Agone, 2002.

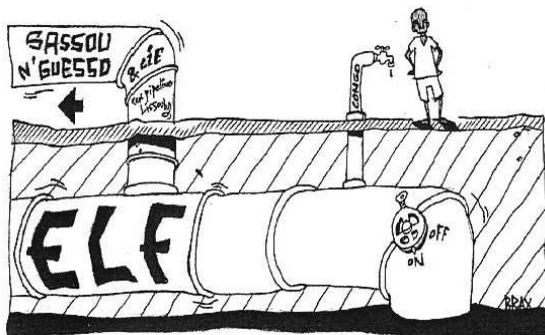
\*\*\* cf. *La privatisation de la violence*, déjà cité.

\*\*\*\* Née au début du XXème siècle, la GLNF s'est appelée la *Grande Loge de France et des Colonies*, et abritait le lobby colonial en son siège de Neuilly. cf. *Les frères invisibles*, de G.Ottenheimer et R.Lecadre, Albin Michel, 2001.

Ajoutons enfin des ONG de façade, des trafiquants en tout genre et bien sûr la mafia transnationale : dans un contexte de concurrence exacerbée entre grandes puissances, la criminalité financière et internationale (russe, israélienne, libanaise, chinoise, américaine) convoite à son tour le continent africain, drainant un cortège de marchands d'armes, intermédiaires, spéculateurs, trafiquants, blanchisseurs d'argent, etc.

Ces réseaux s'entremêlent. Gage d'assistance mutuelle et d'omerta, des "solidarités" se sont tissées entre la classe politique, la hiérarchie militaire, les Services, la justice, les médias, les groupes industriels, la haute finance, les administrations. En témoigne le parcours de certains acteurs incontournables de la Françafrique, tel Michel Roussin, ancien n°2 de la DGSE, proche de la GLNF, directeur du cabinet de Jacques Chirac à la mairie de Paris (et à ce titre mis en cause dans la gigantesque razzia sur les marchés publics franciliens), ministre de la Coopération en 1993, haut responsable du groupe français Bolloré (qui a, entre autres, le monopole des transports en Afrique francophone), "Monsieur Afrique" du MEDEF. Ou encore Jérôme Monod, ancien PDG de Suez-Lyonnaise des Eaux, ancien secrétaire général du RPR, éminence grise de Jacques Chirac, expert à la Banque Mondiale. Citons également Bernard Courcelle, ancien membre du groupe 11 (*elf* en allemand), groupe de mercenariat actif en Afrique, ancien responsable de la sécurité du groupe Luchaire (qui fournit des armes à l'Irak et l'Iran). De 1990 à 1993, il est chargé de la sécurité du musée d'Orsay (où Anne Pingeot, madame Mitterrand bis, est conservatrice), puis, en 1994, il devient directeur du DPS de Jean-Marie Le Pen, avant d'être brièvement directeur de la garde-présidentielle du président congolais (Congo-Brazzaville) Denis Sassou Nguesso, et, enfin, chargé de la sécurité des installations pétrolières françaises au Gabon. Nous pourrions multiplier les exemples.

Toute cette illégalité prospère confortablement : en Afrique francophone, les contrôles sont impossibles, tant les traces écrites et leur conservation restent peu développées. Summum de l'opacité, les paradis fiscaux constituent la pierre de voûte de ce système en permettant le blanchiment de l'argent "françafricain" en toute impunité. L'énorme masse d'argent détournée installe ces réseaux dans une formidable opulence et capacité corruptrice. Ils s'autonomisent en un système quasi-mafieux. En arrière-plan, un insondable mépris à l'égard des populations africaines de ces pays.



Les réseaux de la Françafrique constituent en effet les meilleurs systèmes de prédation des richesses africaines. Ils permettent d'effectuer tout type de montages politico-financiers :

- un ministre de l'Intérieur incite ses services secrets à attiser une guerre civile dans un pays d'Afrique et faire en sorte que les deux factions ennemies s'approvisionnent en armes auprès d'une entreprise créée par des proches de ce même ministre de l'Intérieur.
- un homme politique proche du Ministère des affaires étrangères s'arrange pour débloquer une partie de l'aide publique au développement vers un pays d'Afrique. Le chef d'État africain "remerciera" son bienfaiteur par un virement sur un compte en Suisse.
- un ministre fait en sorte de confier un grand "projet de développement" (barrage, pipe-line, etc.) à une grande multinationale française qui "remerciera" le décideur par quelques virements bancaires au profit d'un parti politique.
- un président de Conseil Général confie tous les projets de "coopération décentralisée" de son département à une entreprise d'un de ses amis. Celui-ci surfacturera les constructions et enverra un certain pourcentage sur le compte du président dans un paradis fiscal.

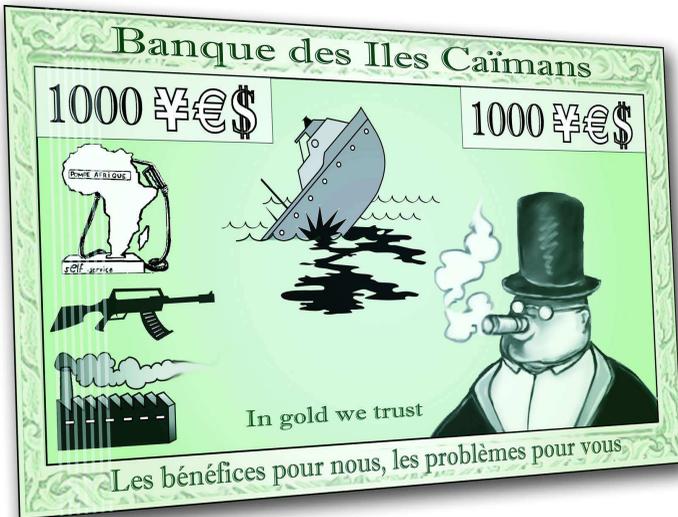
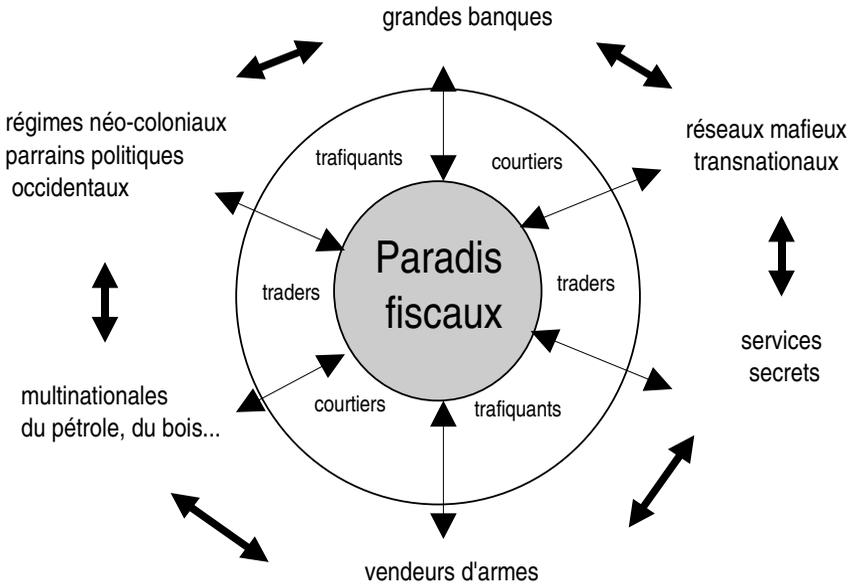
L'exemple de l'*Angolagate* est significatif. Lors de cette affaire de vente d'armes au gouvernement angolais, de nombreuses personnalités françaises ont touché des commissions, légales ou non. Cette vente a été pilotée par un intermédiaire franco-canadien, Pierre Falcone, et un homme d'affaires franco-israélo-canado-angolais d'origine soviétique, Arcadi Gaydamak, proche des services de renseignement russes et de certains oligarques russes. La banque *Paribas* (aujourd'hui *BNP-Paribas*) est impliquée. Parmi les personnalités soupçonnées d'avoir reçues des commissions, citons Jean-Christophe Mitterrand, Paul-Loup Sulitzer, Jacques Attali. Incarcéré de 2000 à 2001, Pierre Falcone a finalement été nommé par le gouvernement angolais ambassadeur de ce pays à l'Unesco en 2003, ce qui lui assure une immunité diplomatique. Arcadi Gaydamak est en fuite en Israël mais reste toujours actif. En mars 2006, il songeait à racheter le journal *France-Soir*, moribond, par le biais de son groupe de presse *Moscow News*. En décembre 2000, Jean-Christophe Mitterrand sera écroué pour « *complicité de trafic d'armes, trafic d'influence par une personne investie d'une mission de service public, recel d'abus de biens sociaux, recel d'abus de confiance et trafic d'influence aggravé* ». Il sera libéré le 11 janvier 2001 après avoir accepté le versement d'une caution de 5 millions de francs, réunie par sa mère Danielle Mitterrand.\*

Vous trouverez dans les ouvrages cités en bibliographie de nombreux exemples concrets illustrant ce type de montage. La *Françafrique* désigne tout ce système de connivences entre des potentats africains installés ou protégés par Paris, et leurs parrains français, politiques, militaires et financiers.

---

\* cf. *Les affaires sous la guerre*, Global Witness, Agone, 2003.

## L'essoreuse de richesses africaines



## Illustration : le "réseau Pasqua"

Omniprésent dans les ouvrages consacrés à la Françafrique, le "réseau Pasqua" était considéré dans les années 80 comme l'un des plus puissants réseaux d'influence de la Vème République française.

Activiste du parti gaulliste, le RPF, puis du RPR, Charles Pasqua était un proche de **Jacques Foccart**, avec qui il fonda le tristement célèbre Service d'Action Civique. Ministre de l'intérieur de 1986 à 1988, puis de 1993 à 1995, il a contribué à créer la SOFREMI, Société française d'exportation du ministère de l'Intérieur, dont les actionnaires étaient l'État, Thomson et Alcatel. La SOFREMI était spécialisée dans les ventes d'armes et fut impliquée dans l'*Angolagate* via l'un de ses intermédiaires **Pierre Falcone**. Le fils de Charles Pasqua, **Pierre-Philippe Pasqua**, était lui-même spécialisé dans la vente d'armes, via la société CECRI.

Le "réseau Pasqua" était actif au sein de l'entreprise Elf, via **Alfred Sirven**, proche des services secrets, ou encore **André Tarallo**, tous deux mis en cause dans l'affaire Elf et accusés d'avoir détourné des centaines de millions de francs. Citons le rapport de la mission d'information parlementaire *pétrole et éthique*, qui en 1999 précisait que « *les réseaux de M. Charles Pasqua restent très actifs et intéressent fortement les gouvernements africains [...] Les corses sont très présents dans la police, l'armée, la criminalité organisée, le personnel politique. Ils étaient représentés par André Tarallo dans le domaine du pétrole et par M. Bernard Dominici au ministère des Affaires étrangères.* »

Charles Pasqua était un intime des frères **Feliciaggi**, hommes d'affaires corses spécialisés dans les loteries et casinos, en France comme en Afrique. Robert Feliciaggi est notamment impliqué dans l'affaire du casino d'Annemasse : il aurait financé la campagne européenne de Charles Pasqua en échange d'une autorisation d'implanter ce casino. Les frères Feliciaggi étaient eux-mêmes en relation étroite avec **Nadhmi Auchi**, banquier pionnier de l'interconnexion des paradis fiscaux, ancien actionnaire n°1 de la BNP Paribas et n°5 d'Elf, principal actionnaire de la Banque continentale du Luxembourg, réputée pour ses opérations de blanchiment, qui est aussi la banque du Hutu Power, le parti génocidaire rwandais.

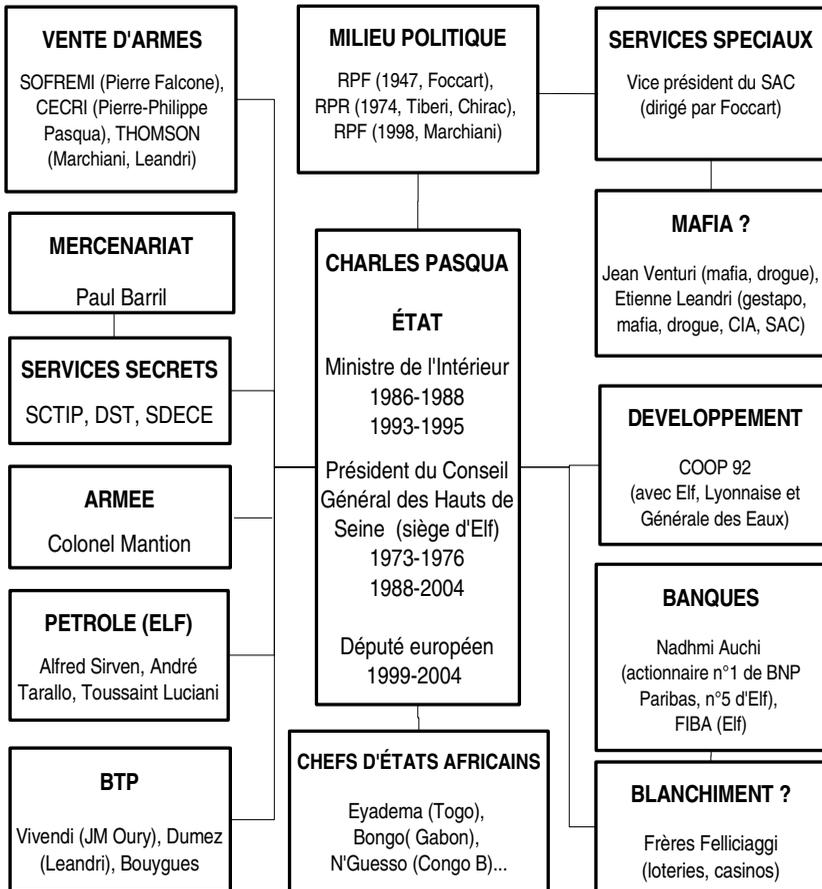
Président du Conseil Général des Hauts de Seine pendant presque 20 ans, Charles Pasqua avait constitué, avec Elf, Bouygues, la Générale des Eaux et la Lyonnaise des Eaux, une Société d'Economie Mixte baptisée Coopération 92. Au titre de la coopération décentralisée, cette société recevait 1% du budget départemental, soit 70 millions de francs par an, pour des destinations troubles. Enfin, Charles Pasqua avait tissé de nombreuses relations avec les potentats africains. Dans *Le Monde* du 4 mars 1995, il déclarait : « *Je suis copain avec tous les chefs d'Etat africains. J'ai avec eux des relations directes.* ». Charles Pasqua a enfin contribué à la carrière politique de **Nicolas Sarkozy**, devenu lui aussi président du conseil général des Hauts de Seine, puis Ministre de l'intérieur.”

\* service d'ordre du parti gaulliste, cf. *Histoire du S.A.C., la part d'ombre du gaullisme*, François Audigier, Stock, 2003.

\*\* sur les relations Pasqua/Sarkozy, cf. *Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus*, Victor Noir, Denoel, 2005.

## Schéma simplifié du "réseau Pasqua"

Ce schéma a été réalisé à partir de plusieurs ouvrages de François-Xavier Verschave. Il donne un aperçu de ce que peut être un réseau français : une chaîne de relation liant le milieu politique, l'État, les services secrets, des trafiquants d'armes, des multinationales du pétrole et du BTP, l'armée, des banques, et même une association humanitaire. Attention, précisons que le "réseau Pasqua" n'est pas baptisé ainsi parce que Charles Pasqua serait son "Grand Manitou", mais parce que tous les protagonistes présentés dans ce schéma sont plus ou moins liés avec lui. Il s'agit de "petits bouts d'iceberg" mis en lumière suite aux affaires *Elf*, *Angolagate*, *Falcone*, *office des HLM d'île-de-France*, etc.



### III Le bilan de la Françafrique

Je suis fier de l'oeuvre coloniale de la France. Il n'y a que les intello-gaучo-masochistes pour critiquer cela. C'est pourtant une image superbe de la France.

Jacques Chirac, *Libération*, 12/03/1988

Quarante ans de Françafrique, ce sont des millions de morts, des centaines de milliards de francs détournés, des peuples méprisés, des milliers d'assassinats :

- **Génocides, massacres, tortures** : massacre des Bamilékés au Cameroun de 1957 à 1970 (des centaines de milliers de victimes), complicité de génocide au Rwanda en 1994\* (un million de morts), litanie de massacres au Tchad (au moins 100 000 morts depuis 1980, des dizaines de milliers de personnes violées et torturées), installation, formation, équipement et absolution de polices tortionnaires, etc.
- **Des assassinats de personnalités symbolisant l'émancipation de l'Afrique** : les présidents togolais et burkinabè *Sylvanus Olympio* (1963) et *Thomas Sankara* (1987), l'assassinat en plein centre de Paris de l'opposant tchadien *Outel Bono* (1973) ou de *Dulcie September*, représentante du parti anti-apartheid de *Nelson Mandela* (1988), etc. Sans compter les innombrables assassinats ou morts sous la torture de "gêneurs" ordinaires, tel le journaliste burkinabè *Norbert Zongo* (1998).
- **Des assassinats de ressortissants français** : notamment au Cameroun (plusieurs prêtres et religieux), en Guinée équatoriale, à Djibouti (assassinat du juge *Borrel* en 1995).



\* cf. brochure *Rwanda 1994* (brochure *Survie*) et les travaux de la Commission d'Enquête Citoyenne (<http://cec.rwanda.free.fr>) présentés dans *L'horreur qui nous prend au visage*, ouvrage collectif, Karthala, 2005.

- **Des guerres** : guerre du Biafra en 1967, guerre civile en Angola de 1975 à 2001, au Liberia entre 1989 et 2003, en Sierra Leone depuis 1991, au Congo-Brazzaville (1997-2003). Quelque trois millions et demi de morts au total.
- **L'investiture "démocratique" des dictateurs par un truquage systématique des élections** (au Cameroun, au Togo, au Tchad, au Gabon, à Djibouti, en Mauritanie, au Congo-Brazzaville, etc.).
- **Une incroyable prédation des richesses** pétrolières, minières et agricoles, remplacées par une dette abyssale et inique.\*\*

Cette liste peut paraître caricaturale. Elle n'est pourtant pas exhaustive. Vous trouverez des exemples précis dans les ouvrages présentés en bibliographie. Attention, nous n'affirmons pas que seuls les réseaux français cités précédemment sont la cause de ces atrocités. Nous affirmons néanmoins que toutes ces opérations ont, au minimum, reçu des soutiens logistiques, militaires ou financiers français. La responsabilité de nombre de nos représentants politiques est en jeu. Tous les Présidents de la République et leurs Premiers ministres depuis 1958 cultivent ou tolèrent ce système devenu chaotique, incontrôlable et criminel, aux caisses noires gigantesques. L'opposition gauche/droite est largement dépassée. Presque toutes les personnalités de ces partis « de gouvernement » – c'est-à-dire les partis de droite et le PS – sont pris dans l'engrenage françafricain.

## La Françafrique, c'est du passé ?

Ces dernières années, certains articles dans des journaux tels que *Le Monde*, *Libération* ou *Le Figaro* affirment : « *la Françafrique, c'est fini* ». Pourtant, les dictatures sont toujours en place, l'armée française toujours ingérente, la misère des peuples africains toujours criante, tandis que l'argent du pétrole remplit les coffres des paradis fiscaux. Les réseaux françafricains ne font pas partie du passé. Ils sont encore puissamment actifs, plus que jamais depuis la réélection de Jacques Chirac. Il suffira de contacter l'association *Survie* pour être informé des derniers épisodes en la matière.

Citons par exemple, à l'approche des élections présidentielles de 2007, les tournées africaines des deux candidats pressentis de l'UMP, Nicolas Sarkozy et Dominique de Villepin. Un article de *Libération* du 6 décembre 2005 évoquant la possibilité d'une candidature indépendante de Dominique de Villepin faisait dire à un ministre chiraquien (resté anonyme) que l'actuel Premier Ministre n'aurait pas de mal à drainer des fonds car « *certains chefs d'entreprise n'hésiteront pas à l'aider [...] sans parler de ses réseaux dans la Françafrique.* ». Si c'est un ministre qui le dit !

---

\*\* cf. la brochure *A qui profite la dette ?* (Les renseignements généreux)

Notons que depuis quelques années, la Françafrique est contaminée par la mondialisation, et, réciproquement, ses méthodes font école chez les acteurs de la mondialisation. Ainsi, depuis le scandale de l'*Angolagate*, on observe dans certaines régions d'Afrique centrale une inclusion de la Françafrique dans une *Mafiafrique* connectant les agents et les flux financiers occultes des grandes puissances du globe, sous la houlette des principaux services secrets. Les structures de criminalité et de corruption ont de plus en plus une dimension planétaire. Le leadership américain - qui a toujours influencé le dispositif français - cherche à mieux l'asservir ou le vassaliser dans le cadre de la "nouvelle Guerre froide", ce qui accentue les clivages au sein des réseaux français.

### Le "pré-carré" français



## IV Questions - réponses

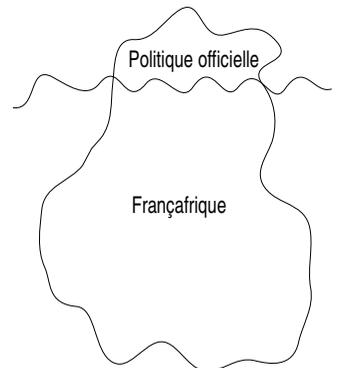
Nous rassemblons ici un certain nombre de questions-réponses habituellement soulevées suite aux présentations publiques de la Françafrique.

### 1. Quelles sont vos sources ?

Elles proviennent pour l'essentiel des ouvrages réalisés ou édités par l'association Survie. Celle-ci croise quatre sources d'informations :

- la presse et la documentation françaises : depuis 1993, l'association suit tout ce qui se publie en France sur les relations franco-africaines et leur contexte (analyses et reportages de journalistes, rares travaux universitaires, etc.). Les affaires Elf et Angolagate ont notamment apporté de précieux renseignements.
- la presse et la documentation étrangères : Survie recueille les articles et travaux en français publiés hors de France (Belgique, Afrique, etc.). Une attention, moins exhaustive, est aussi portée aux publications anglophones.
- des correspondants : en vingt ans, l'association a développé des liens de confiance avec un nombre important de journalistes, experts, responsables et militants associatifs dans le monde entier.
- des témoignages d'anciens ou actuels habitant-e-s de pays d'Afrique francophone : Survie en a reçu des milliers. Ils sont d'autant plus nécessaires qu'en Afrique la tradition orale l'emporte encore sur la documentation écrite.

Néanmoins, comme le soulignait François-Xavier Verschave, ancien président de Survie, « les informations sont parfois difficiles à prouver. Par définition, illégalité et criminalité, opérations des services secrets ou détournements financiers ne s'affichent pas ouvertement. Les traces écrites sont rarissimes. La face émergée de l'iceberg, politiquement correcte, est si visible qu'elle en est fascinante. Décrire le plus important, c'est-à-dire les 90 % immergés de la relation franco-africaine (la Françafrique) suppose un travail considérable et difficile de recherche documentaire, de recueil de témoignages et de recoupements. »



L'iceberg de la politique française en Afrique

## **2. Si tout cela est vrai, pourquoi le silence des médias ?**

Dans ces pays là, un génocide c'est pas trop important.

Déclaration faite par le Président François Mitterrand à l'un de ses proches au cours de l'été 1994, rapportée par Patrick de Saint-Exupéry, *Le Figaro*, 12/01/1998.

Les mécanismes de la Françafrique sont tellement scandaleux que s'ils étaient mieux connus, la population française marquerait probablement son indignation. Les réseaux français ne peuvent exister que dans l'opacité.

Jusqu'à présent, malgré les incessantes sollicitations de la part de l'association Survie, le mur du silence des médias n'a été franchi que sporadiquement. Les révélations sur les scandales franco-africains restent ponctuelles (hors procès *Elf*), vite noyées dans le flux des informations. Sauf cas exceptionnel, les principaux quotidiens et hebdomadaires comme *Libération*, *Le Monde*, *L'Express*, *Le Figaro* ou *Le Nouvel Observateur* ne parlent jamais de la Françafrique, ou alors pour affirmer qu'elle n'existe plus. *Le Monde Diplomatique* y compris se contente d'effleurer ce sujet\*. Plus un média est réputé, plus il est convoité par ceux qui ont en charge la désinformation : les services de «renseignement». Leurs anciens directeurs exposent dans leurs Mémoires les différentes façons de circonvenir les journalistes. Les Renseignements Généraux exercent un véritable fichage de la vie professionnelle et privée des dizaines de milliers de journalistes. Cela offre des moyens de pression considérables.\*\* Nombreuses sont aussi les passerelles entre les réseaux français et les propriétaires ou dirigeants des grands médias. Ces derniers sont quasiment tous aux mains de groupes privés, grands corrupteurs et/ou marchands d'armes, tels que *Bouygues*, *Suez*, *Dassault* ou *Lagardère*. Ils n'ont pas intérêt à divulguer la réalité de la Françafrique.\*\*\*

Néanmoins, ces informations circulent. De bouche à oreille, dans le milieu militant, par le biais des journaux associatifs, de quelques articles de-ci de-là, par exemple dans *Charlie Hebdo*, *Politis*, *Témoignage chrétien* ou *Silence*. Mais également dans les milieux diplomatiques, associatifs et universitaires, à l'étranger surtout, via le mensuel *Billets d'Afrique* et plus d'une vingtaine d'ouvrages. Les livres *La Françafrique* et *Noir silence* ont énormément circulé. Le chanteur ivoirien *Tiken Jah Fakoly*, grâce à ses albums intitulés *Françafrique* et *Coup de gueule*, rencontre un

\* cf. *Le Monde Diplomatique*, *champion de l'anti-impérialisme sélectif*, texte disponible sur le site des renseignements généraux.

\*\* cf. *Françafrique, les médias complices*, texte disponible sur le site des renseignements généraux.

\*\*\* cf. brochure *Réinventer les médias*, Les renseignements généraux.

large succès et a obtenu une Victoire de la musique ! Le groupe français *Tryo* a également consacré dans son dernier album une chanson aux idées de Survie, intitulée *Pompafric*.

Notons que certains journalistes militent parfois contre l'orientation de leur rédaction. C'est un journaliste du *Figaro*, Patrick de Saint-Exupéry, qui a remis en lumière l'affaire du Rwanda, en 1998, alors qu'elle commençait à être enterrée. Il a réalisé une série de reportages extraordinaires sur le rôle de l'armée française au Rwanda\*. François-Xavier Verschave a également été invité plusieurs fois sur LCI, pour exposer une heure durant les rouages de la Françafrique. Or LCI appartient à Bouygues... Même chose pour des interviews substantiels sur RTL, Europe 1 ou France-Inter. Mais de telles failles restent peu de temps ouvertes.

Le silence des médias français n'est pas qu'une affaire de manipulation et de corruption. Dans un monde où l'information est devenue un produit commercial, l'Afrique est tout simplement mal placée. Selon les sondages, la situation de ce continent n'intéresse pas les Français." C'est également ainsi qu'est justifiée l'absence de débat sur la politique étrangère de la France dans les campagnes électorales. Enfin, le mot *Afrique* est chargé de fantasmes et de préjugés. Les idées de la Françafrique sont en total décalage avec ce que nous avons appris à l'école ou l'université. Dévoiler ces informations, c'est choquer, s'exposer à la critique, à des pressions, à des procès qui, même s'ils sont gagnés, feront mauvais effet. Les médias ne s'y risquent pas. Leur démarche consiste bien souvent à répondre aux attentes de leurs "clients", non à bousculer leurs idées reçues.

Enfin, les médias de masse ne favorisent pas la construction d'une pensée critique mais développent plutôt une mentalité de papillonnage. L'affaire *Elf* est un révélateur de la capacité du système médiatique à étouffer ce qui dérange : les explications des journalistes sont tellement confuses ou fragmentées que les citoyens ne font pas le lien entre elles, ou alors se limitent à une vague indignation, ce fameux « *de toute façon, ils sont tous pourris* » qui fait actuellement office de manteau de lucidité.



\* cf. L'inavouable, la France au Rwanda, Patrick de Saint-Exupéry, Les arènes, 2004.

\*\* cf. *Informer sur l'Afrique*, texte disponible sur le site des renseignements généraux.

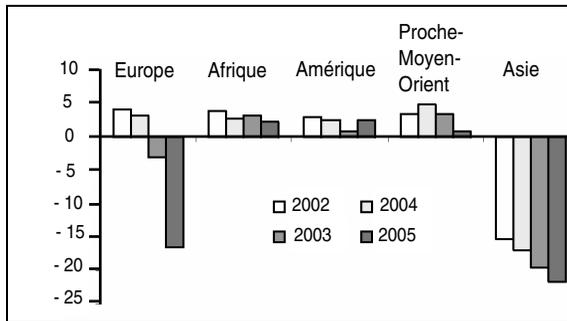
### 3. L'Afrique est-elle si importante pour la France ?

La France, économiquement, n'a pas besoin de l'Afrique.

Nicolas Sarkozy en visite au Mali, *Le Figaro*, 19 mai 2006

L'Afrique francophone est d'une importance majeure pour les entreprises françaises. En 2003, le solde (bénéfices) du commerce extérieur de la France en Afrique était de 3,2 milliards d'euros, soit l'équivalent du solde avec l'Europe. En 2002, le nombre de filiales d'entreprises françaises en Afrique s'élevait à 2637, en hausse de 13% par rapport à l'année précédente. Au Congo Brazzaville et au Gabon, le pétrole enrichit *TotalFinaElf*, qui affichait, en 2005, un bénéfice record de 12 milliards d'euros. Au Cameroun, au Congo Brazzaville et au Gabon, le bois fait la fortune de *Bolloré* (1 milliard de chiffres d'affaires en 2004) et de *Rougier*. Meubles en Okoumé, planchers en Azobé, escaliers et portes en Sapelli ou Moabi, toutes ces essences menacées de disparition sont largement utilisées en France, premier importateur européen de bois africain. Au Mali, l'or est une manne pour la *Somadex*, une filiale de *Bouygues*<sup>\*</sup>. Au Niger, l'uranium est exploité par la *Cogema*, assurant plus de 50% de l'approvisionnement des centrales françaises. Nous pourrions encore citer le commerce du diamant en Centrafrique, du gaz en Algérie<sup>\*\*</sup>, des phosphates au Togo et au Maroc. Mais également les produits agricoles (café, ananas, cacao, arachide, canne à sucre...) et les services (transport, eau, BTP, télécoms...). En 2004, *Bouygues* a réalisé 1,2 milliards de chiffres d'affaires en Afrique. Enfin, le commerce des armes est très lucratif. Entre 1996 et 2003, les exportations d'armes de la France en Afrique ont représenté 30 milliards d'euros (*Dassault*, *Lagardère*..).

**Solde extérieur de la France par zone géographique, en milliards d'euros**



source :  
Ministère des  
Finances et de  
l'Industrie

\* cf. documentaire *Le prix de l'or*, Camille de Vitry, 94mn, 2004.

\*\* cf. *La Françalgérie*, Lounis Aggoun, Jean-Baptiste Rivoire, La découverte, 2004.

#### **4. L'association Survie a-t-elle été attaquée en Justice ?**

À deux reprises (sans compter des procédures accessoires), son président François-Xavier Verschave a été traîné devant un tribunal :

- **Attaque en diffamation par Charles Pasqua.** En 1999, le Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné François-Xavier Verschave pour diffamation envers l'ancien ministre de l'Intérieur Charles Pasqua. Celui-ci demandait 5 millions de francs de dommages et intérêts. Il a obtenu 1 franc. Sur treize passages de l'ouvrage *La Françafrique* qui accusaient gravement son action en Afrique, Charles Pasqua n'en a attaqué qu'un seul, composé de deux phrases. Pour le Tribunal, « *il était parfaitement légitime pour Monsieur Verschave, président de l'Association Survie, d'attirer l'attention du lecteur sur les effets de la politique française en Afrique et de faire connaître sa thèse selon laquelle le gouvernement français a soutenu des gouvernements africains inspirateurs et auteurs de génocides. L'ensemble des pièces produites et des témoignages recueillis démontrent que Monsieur Verschave a procédé à une enquête particulièrement sérieuse et possède une connaissance très approfondie des problèmes africains et des relations franco-africaines* ». Mais « *il a manqué à son obligation de prudence* » en personnalisant « *la responsabilité politique de la France et présentant Monsieur Pasqua, ministre de l'Intérieur, comme complice des crimes les plus abominables* ». Le Tribunal estime cependant que « *le rôle en Afrique de Monsieur Pasqua et de ses "réseaux" est manifeste* ».
- **Attaque pour "offense à chef d'État".** En 2001, François-Xavier Verschave a été accusé « d'offense à chef d'État » par trois "présidents" africains pour son ouvrage *Noir Silence*. Ce chef d'accusation, vestige de la cinquième République interdit quiconque de porter atteinte à l'image d'un chef d'État. Plusieurs jours d'un procès incroyable, où se sont multipliés témoignages et argumentations accablantes pour les trois chefs d'État en question, ont abouti à la relaxe de F.X. Verschave par le Tribunal de grande instance de Paris (relaxe confirmée en appel). Ce procès spectaculaire a été intégralement retranscrit dans l'ouvrage *Noir procès* (voir bibliographie). Ce procès, qui aurait pu signifier la disparition de SURVIE, a au contraire renforcé sa notoriété et la crédibilité de ses affirmations.

Les deux procès intentés à l'association Survie, évidemment occultés par les médias, ont été exemplaires, par l'argumentaire développé, au point de surprendre l'accusation. Mais l'auteur de *Noir silence* a eu également à subir plusieurs procès annexes, de la part du personnage-clef de l'Angolagate, Arcadi Gaydamak, ou de l'ancien numéro 2 de la DGSE, Pierre Lethier. Ceux-ci ont eu gain de cause, bien qu'ils admettent les gains colossaux de leur fonction d'"intermédiaire" et qu'ils aient tous deux fui les mandats d'arrêt de la justice française.

Si la Françafrique est si puissante, pourquoi ne contrôle-t-elle pas la Justice française ? Il n'y a pas *une* justice mais *plusieurs* justices, selon les enjeux médiatiques, les complicités et les réseaux de corruption. Bien que les réseaux de manipulation soient extrêmement puissants, toutes les institutions françaises ne sont pas intégralement manipulées et contrôlées. Il n'y a pas "une tête pensante qui contrôle tout" mais plutôt des "essaims dans la confiture".

L'affaire *Elf* est à ce sujet révélatrice. Les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky ont subi des menaces de mort et des pressions pour avoir mis à jour des complicités dans toutes les institutions françaises, de la police aux médias.\* Néanmoins, elles ont aussi bénéficié de soutiens et de protections. L'instruction a été menée à son terme, même si les conclusions du procès témoignent d'une volonté d'étouffement de l'affaire. Là réside un espoir de changement : la "République souterraine", dont les réseaux français sont un des pivots, ne contrôle pas encore en permanence l'ensemble de la chaîne judiciaire et policière. Ceci étant dit, vu le manque d'indépendance structurel de la Justice française\*\*, et depuis que l'Etat UMP monopolise le pouvoir, des juges placés à des postes stratégiques peuvent aisément bloquer les affaires délicates.



\* cf. *Est-ce dans ce monde-là que nous voulons vivre ?*, Eva Joly, Les arènes, 2003.

\*\* Sur le fonctionnement de la Justice française, cf. brochure *Sommes-nous en démocratie ?* Les rens. généreux.

## **5. L'Afrique n'est-elle pas culturellement rétive à la démocratie ?**

Si six millions d'Israéliens pouvaient, par un échange standard démographique, prendre la place des Tchadiens à peine plus nombreux, le Tibesti fleurirait et une Mésopotamie africaine naîtrait sur les terres fertiles entre Logone et le Chari. Qu'est-ce à dire ? Que les Africains sont des incapables pauvres d'esprit, des êtres inférieurs ? Sûrement pas. Seulement leur civilisation matérielle, leur organisation sociale et leur culture politique constituent des freins au développement.

Stephen Smith, *Négrologie*, Hachette, 2004<sup>\*</sup>

« Dans l'imaginaire occidental, l'Afrique reste un vaste cliché<sup>\*\*</sup> : savanes pleines-d'animaux-sauvages, folklores exotiques... Il n'y a pas jusqu'aux épidémies et famines chroniques, jusqu'aux guerres tribales, ethniques ou claniques et aux dictatures sanguinaires qui ne soient systématiquement convoquées au grand carnaval des idées reçues. L'Afrique serait rétive à la «démocratie», incapable de se «développer»... Entendons-nous bien : il ne s'agit pas ici de nier l'existence de famines ou de dictatures, bien réelles hélas, mais de critiquer le caractère de fatalité africaine qu'on leur prête volontiers en Occident.

Le premier stéréotype dont pâtissent les populations des pays africains est ce «l'Afrique» qui gomme la diversité des réalités politiques et économiques et renvoie chaque pays au seul contour géographique d'un continent : il fonctionne de la même manière que les discours biologisants qui figent les individus dans une nature ou une tradition indépassables. Il suffit de parcourir les dépliants des agences de voyages pour comprendre qu'aller «là-bas», c'est encore, sinon apporter la civilisation, du moins se conforter dans la croyance que l'Occident est l'unique civilisation, celle vers laquelle tous les pays devraient avancer.

Cette vision occidentale de «l'Afrique» est directement issue du racisme colonial. Les discours ont simplement été remis au goût du jour : les individus sont moins donnés comme les représentants d'une race différente («les Noirs») que d'une culture différente («les Africains»). Les discours culturalistes (cf. citation de S.Smith citée plus haut) se surimposent aujourd'hui aux discours racistes ; les uns et les autres permettent de justifier l'exploitation et les traitements discriminatoires qui fondent le néo-colonialisme. Le schéma ne change guère, l'Occident demeure imbu d'une supériorité établie selon ses propres critères. Il suffit de voir l'enjeu idéologique que représente la grand-messe de la francophonie...

\* Pour une réponse à ce livre raciste, lire *Négraphobie*, Verschave, Tobner, Diop, Les arènes, 2005.

\*\* L'ensemble de ce chapitre est extrait de *France-Afrique : le crime continue*, éditions tahin-party, 2000. Ce livre est téléchargeable gratuitement sur <http://tahin-party.org/verschave.html>

En contrepoint du mythe de l'Afrique «sauvage et naturelle», survit celui de la France\* «généreuse et porteuse de progrès». Alors que sa politique africaine est meurtrière, la France conserve, aux yeux de l'opinion internationale, l'image fantôme de pays des «droits de l'Homme», et demeure convaincue que le reste du monde ne peut se passer de ses Lumières. [...] La bonne conscience de l'opinion s'appuie sur une complaisance dans le non savoir qui est en elle-même une complicité. L'ignorance est aussi savamment entretenue : les leçons de l'école ou des médias ne nous apprennent presque rien des colonialismes passés et présents. «Notre» histoire nous est présentée comme une épopée glorieuse et on ne dit jamais que la colonisation est criminelle et n'aurait jamais dû se produire. Sur le néo-colonialisme actuel, le silence se fait plus pesant encore.

Si nous pouvions intervenir sur la politique étrangère du gouvernement, encore faudrait-il que nous puissions nous prononcer en connaissance de cause. «L'accueil» que, de ce côté-ci de la Méditerranée, nous réservons aux sans-papiers et aux migrants en général, n'est pas sans rapport avec ces politiques africaines : les quelques non-blancs qui ont acquis droit de cité, pour avoir contribué par exemple à la victoire de l'équipe nationale de football, risquent fort de servir d'alibis en occultant le travail précaire, les contrôles et les coups de matraque, les insultes quotidiennes et la fréquente clandestinité qui attendent les autres « prétendants » à la France. Tout nous serait dû. Rien ne nous serait imputable. Concrètement, tout est pour nous, occidentaux. Pourtant la Terre n'est pas le centre de l'Univers, la France n'est pas le centre du monde. Décoloniser l'Afrique. Défranciser le monde. Vaste tâche, vu l'ampleur des dégâts. »



\* L'éditeur tahin-party aime supprimer les lettres capitales de certaines entités.

## **6. Quelle est la responsabilité des populations africaines ?**

Il faut bien que les dictateurs gagnent les élections, sinon ils n'en feront plus !

Jacques Chirac, interrogé hors micro sur l'évolution démocratique du continent africain  
*Le Canard enchaîné, 28/07/1999*

Les chefs d'État locaux et leur entourage ont une énorme part de responsabilité dans la Françafrique. Celle-ci n'existerait pas s'ils refusaient de jouer aux "gouverneurs à la peau noire", sous les applaudissements d'une cour de profiteurs : sabotage du développement, accumulation de la dette, corruption systématique. Décuplées par le boom démographique et la crise économique, les tensions sociales sont fortes. Les chefs d'État africains à qui la Françafrique répète depuis des décennies « *Profitez de l'économie de rente de vos pays et partagez-là avec nous* » sont bouffis de corruption. Ils s'entourent de gardes présidentielles ethniques, claniques, constituées des gens de leur village. S'ils sont trop attaqués, ils recourent au langage raciste du bouc émissaire, stratagème politique classique consistant à dresser une partie de la population contre une autre en exacerbant les clivages ethniques (les événements récents en Côte d'Ivoire en sont un exemple). Contre ceux qui parlent de la fatalité des « guerres tribales africaines » à propos du Rwanda ou de la Côte d'Ivoire, affirmons au contraire que les conflits soi-disant "ethniques" sont en réalité instrumentalisés par des dirigeants politiques à bout de souffle, prêts à tout pour rester au pouvoir.

Misère économique, inégalités sociales, les pouvoirs françafricains sont en effet contestés. Il leur faut à tout prix canaliser le mécontentement vers d'autres cibles que le pouvoir en place. Au jeu de la communication, l'important n'est pas la vérité mais la crédibilité. Ils n'hésitent pas ainsi à jouer le double-langage, rejetant par exemple tous les problèmes sur la France et sa trop grande influence, sans révéler qui sont leurs "parrains".

Le double langage n'est évidemment pas l'apanage des dirigeants africains. C'est un "sport" largement pratiqué en France. Aux magistrats, qu'il aimerait définitivement censurer quant à son propre cas, le Président de la République a déclaré le 11 janvier 2002, lors de la rentrée solennelle de la Cour de Cassation : « *La société démocratique est, par essence, une société de responsabilité. [...] Rien ne serait pire que de laisser s'étendre le sentiment de l'impunité.* » Rappelons que le même Jacques Chirac avait déclaré en 1995 : « *Les Africains ne sont pas assez mûrs pour la démocratie et le multipartisme* ». Les hommages du vice à la vertu ont de quoi donner le vertige.

# En guise de conclusion

Vous en savez déjà suffisamment. Moi aussi. Ce ne sont pas les informations qui nous font défaut. Ce qui nous manque, c'est le courage de comprendre ce que nous savons et d'en tirer les conséquences.

Sven Lindqvist, *Exterminez toutes ces brutes*, Le serpent à plumes, 1998

*Françafrique*. L'astuce du jeu de mots ferait presque sourire : France-Afrique, France-à-fric\*... Depuis quarante ans, la politique française en Afrique vise essentiellement à exploiter ses ressources naturelles et politiques. Les profits sont immenses. C'est pourquoi les armes importent peu : la corruption, le meurtre, la manipulation et la guerre. Ainsi, la France, soi-disant « *patrie des droits de l'Homme* », a soutenu les inspireurs et auteurs du génocide rwandais\*\*, dans un silence médiatique assourdissant.

Depuis 1998, de nombreuses publications ont étayé les analyses de *La Françafrique*. Les mobilisations militantes se sont multipliées (L'association *Survie* compte près de 1800 adhérents). Des artistes ont rejoint la lutte (Tiken Jah Fakoly, Tryo, Dub Incorporation...). Une *Commission d'Enquête Citoyenne* a démontré l'implication de la France lors du génocide rwandais.\*\*\* Peu à peu, les médias sont obligés de réadapter leur discours. Désormais, pour les "spécialistes officiels" des questions africaines, « *la Françafrique n'existe plus* ». Elle existait donc... Mais serait morte ? Pourtant, répétons-le, les dictatures sont toujours en place, l'armée française toujours ingérente, la misère des peuples africains toujours criante, tandis que l'argent du pétrole remplit les coffres des paradis fiscaux. Plus que jamais, nous devons dénoncer la politique africaine de la France. Plus que jamais, nous devons soutenir et tisser des passerelles avec les résistances africaines.

Reconnaissons-le, ces révélations sont extrêmement inconfortables. Elles jouent même pour beaucoup un rôle d'électrochoc. Impossible de s'impliquer par la suite dans des actions de développement au sein d'ONG avec le même regard. Impossible d'envisager des actions politiques de la même manière. Notre perception de la réalité en sort bouleversée. Il faut tirer les conséquences, remettre en question ses

\* Notons que le terme *Françafrique* a initialement été inventé en 1955 par Houphouët Boigny, pour définir les bonnes relations qu'il voulait établir avec la France coloniale.

\*\* cf. documentaire *Tuez-les tous, La France au Rwanda*, Raphaël Glucksmann, 94 mn, 2005.

\*\*\* cf. *L'horreur qui nous prend au visage*, Commission d'Enquête Citoyenne, Karthala, 2005.

certitudes, ce qui est bien difficile. Le pari de l'association *Survie* pourrait se résumer ainsi : si tout le monde savait réellement ce qui se passe, la qualité et la quantité d'indignation produiraient un changement. Est-ce réaliste ? L'avenir le prouvera, si nous sommes nombreux à œuvrer dans ce sens.

Cependant, la fin de la Françafrique viendra essentiellement de son rejet par les populations africaines. Mais si la France continue à éliminer ou reléguer ceux qui veulent changer les choses, cela prendra peut-être dix ou quinze ans de plus. Durant cette période, combien de guerres ou de massacres peuvent se produire ?

Le rôle modeste que nous pouvons avoir est, en informant et dénonçant, de gêner ou entraver la poursuite de ces manœuvres occultes. Ce n'est ni suffisant, ni décisif, mais néanmoins non négligeable. Nous pouvons également soutenir les résistances africaines, souvent impossibles ou bridées à cause de la répression en Afrique, de la faiblesse des médias indépendants. Nous pouvons tous, à notre niveau, jouer le rôle de "caisse de résonance", et montrer aux habitant-e-s des pays concernés que tous les Français ne souscrivent pas à la Françafrique, et que certains savent dénoncer les responsabilités de leur propre pays.

Rêvons un peu. Si un chanteur, une personnalité médiatique, un journaliste ou un homme politique connu reprenait le flambeau ? Si de puissantes actions collectives se mettaient en place ? Si des comités locaux se créaient dans toute la France ? Le scandale de la Françafrique contient de quoi miner l'arrogance et la duplicité de la monarchie installée en 1958, que nous nommons trop promptement "démocratie", de quoi animer le désir d'un système politique où l'impunité ne serait plus la règle.

La véritable indignation n'aboutit ni à l'amertume, ni au cynisme, ni à la résignation. Elle est une révolte, une envie de trouver la réponse : « *Que puis-je faire à mon niveau pour changer cela ?* ». Nous pensons qu'individuellement et collectivement nos possibilités sont importantes, sans doute beaucoup plus que nous l'imaginons. Ce que l'association *Survie* a créé avec un millier de militants témoigne de ce que pourrait produire une plus large mobilisation. Ne léguons pas ce monde d'impunité à nos enfants. À notre niveau et en nous fédérant, transformons cette société.

---

\* On l'oublie souvent, mais l'accession au pouvoir du général De Gaulle s'est faite par un coup d'état. cf. Emission *Les détectives de l'histoire - 13 mai 1958 : De Gaulle a-t-il fait un coup d'état ?*, France 5, avril 2006.

# Pour aller (beaucoup) plus loin

Cette brochure est bien trop concise pour être exhaustive. Voici une sélection d'ouvrages pour approfondir le sujet :



## **La Françafrique**

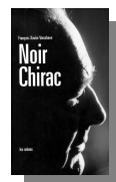
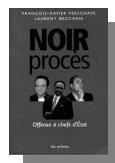
François-Xavier Verschave, Stock, 1998

Sans doute la meilleure "porte d'entrée" pour comprendre la politique de la France en Afrique. L'histoire de la confiscation des indépendances est détaillée pour chaque pays d'Afrique francophone.

## **Noir procès**

François-Xavier Verschave, Les arènes, 2001

Retranscription du procès pour « offense à chef d'État » lancé par trois chefs d'État africains suite à la publication de *Noir Silence* en 2000 par F.X. Verschave. Un ouvrage pédagogique et très vivant.



## **Noir Chirac**

François-Xavier Verschave, Les arènes, 2002

Cet ouvrage aurait pu s'intituler *La mafrafrique* car, loin de s'intéresser au seul personnage de Jacques Chirac, il détaille les multiples réseaux de type mafieux qui gravitent autour de la politique française en Afrique. Un ouvrage "explosif".

## **Les affaires sous la guerre**

Global Witness, Agone, 2003

Une étude précise et pédagogique de l'affaire "Angolagate". On y retrouve des multinationales du pétrole, des hommes d'affaires, des trafiquants en tout genre, mais aussi Charles Pasqua ou encore Jean-Christophe Mitterrand, etc.



Enfin, nous vous recommandons les sites internet suivants :

- [www.survie-media.info](http://www.survie-media.info) : documents audiovisuels sur la Françafrique.
- [www.survie-france.org](http://www.survie-france.org) : site officiel de l'association Survie.
- [www.pressafrique.com](http://www.pressafrique.com) : ressources sur la Françafrique.
- [www.billetsdafrique.info](http://www.billetsdafrique.info) : Billets d'Afrique, le mensuel de l'association Survie.
- [www.stop-francafrique.com](http://www.stop-francafrique.com) : cartes pédagogiques de la Françafrique.
- [www.afrique21.org](http://www.afrique21.org) : revue des alternatives africaines.

## Post scriptum : l'association Survie

L'expression *Françafrique* est directement liée aux combats de l'association Survie. Sa devise est *donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants*. Pourquoi ce nom ? Pourquoi cette devise ? Quel rapport avec la Françafrique ? Plongeons-nous rapidement dans l'histoire de cette association.

### D'une démarche consensuelle...

Tout commence en 1981. Un rapport des Nations Unies affirme que 40 000 enfants meurent chaque jour faute de nourriture et de soins élémentaires. Pourtant, ne vient-on pas de célébrer *l'année de l'enfance* ? Révoltés, quelques amis dont Jean Fabre et le Prix Nobel Adolfo Perez Esquivel se réunissent autour d'une conviction commune : discours humanistes et œuvres charitables sont dramatiquement insuffisants, la faim est un problème politique. Pour interpeller les élus et les responsables politiques, ils décident de lancer une campagne internationale et rédigent un Manifeste-Appel contre l'extermination par la faim, rapidement signé par 54 prix Nobel (126 aujourd'hui). Les premières campagnes sont lancées en Belgique et en Italie sous l'appellation *campagne Survie*. La mobilisation de dizaines de milliers de citoyens se conclura quelques années plus tard par le vote des Parlements belges et italiens en faveur de lois débloquant plus de dix milliards de francs pour des projets de lutte contre la famine.

En 1983, la campagne Survie commence en France. Elle obtient l'appui de plus de 8 000 maires, mais l'Élysée fait la sourde oreille. Pour l'élection présidentielle de 1988, Survie conçoit et anime une campagne *Solidarité ici et là-bas*, demandant une loi contre la grande pauvreté en France, une loi pour la survie et le développement dans les pays les plus pauvres. La première demande sera en partie entendue avec la loi sur le Revenu Minimum d'Insertion. Pour la seconde, l'objectif est de débloquer un millième des ressources françaises (sept milliards de francs) pour un usage beaucoup plus ciblé et contrôlé que les 40 milliards annuels de l'aide au développement classique, très majoritairement dévoyée de son objet. Des actions médiatiques et symboliques sont organisées, telles ces 40 000 bougies allumées dans le jardin du Palais Royal pour symboliser la mort quotidienne de 40 000 enfants, mais aussi, en 1993, la signature et la mobilisation de la quasi-totalité des footballeurs professionnels. Une proposition de loi, rédigée par cinq députés (PS, RPR, UDC, UDF, PC), rallie progressivement les signatures de 72 % de leurs collègues : du jamais vu ! Malgré cet élan et toute la dynamique des militants de Survie, le gouvernement n'inscrira jamais cette proposition de loi à l'ordre du jour.

En 1994, un génocide s'accomplit au Rwanda. L'impossibilité de donner un minimum de crédibilité et d'efficacité à l'aide publique française au développement confirme ce que l'association SURVIE ressent de plus en plus fortement au gré des rencontres, des analyses, et des témoignages : *les centres du pouvoir ne veulent pas toucher à cette manne financière parce qu'ils en profitent*. La coopération est un système confus, opaque et corrompu qui couvre un foisonnement de pratiques illégales et criminelles. Renforcée par la révélation des complicités françaises avec les responsables du génocide rwandais, la compréhension du système *Françafrique* commence à germer. Loin d'être marginale, la criminalité économique et politique est centrale. Survie change de stratégie : il faut à tout prix dévoiler cette inimaginable réalité aux citoyens français.

### **...à la dénonciation radicale...**

Dès juin 1994, des militants de Survie défilent tous les jours à Paris avec des panneaux « *Rwanda, j'ai honte... de la politique africaine de la France.* » Neuf mois plus tôt, Survie avait lancé un mensuel, *Billets d'Afrique et d'ailleurs*, pour explorer les mécanismes de détournement de l'aide publique française au développement. L'objet de ce bulletin s'étend à toute la criminalité méconnue de la France en Afrique. Un réseau de correspondants se développe, irriguant Survie de témoignages et d'informations. Fin 1994, Survie lance la série des *Dossiers noirs de la politique africaine de la France*, documents minutieux réalisés en partenariat avec l'association Agir ici. Des ouvrages sur l'implication de la France au Rwanda sont également publiés. En 1998, le président de Survie, François-Xavier Verschave, rédige *La Françafrique*, où il retrace la découverte de ces scandales. L'ouvrage atteint déjà un large public. Deux ans plus tard, il publie *Noir Silence*, un panorama détaillé de la politique française en Afrique. Il est attaqué pour « *offense à chef d'État* » par Omar Bongo (Gabon), Idriss Deby (Tchad) et Denis Sassou N'Guesso (Congo-Brazzaville), ce qui contribue à transformer le livre en best-seller (50 000 exemplaires vendus). Plus d'une vingtaine de témoins courageux et édifiants transforment le procès (retranscrit dans l'ouvrage *Noir Procès*) en celui des accusateurs, qui sont déboutés. En 2002 est publié *Noir Chirac*, qui remonte aux sources de l'impunité des décideurs politiques français depuis plus d'un demi-siècle.

### **...et aux propositions.**

La critique de la politique française en Afrique amène Survie à repenser ses propositions. Depuis 1999, elles s'articulent autour de la notion de biens publics à l'échelle mondiale (cf. <http://www.bpem.org>). Cette perspective est développée dans plusieurs ouvrages, en préparation ou déjà publiés (par exemple, en 2003 : *On peut changer le monde*, F.X. Verschave et François Lille, éditions La découverte).

# Les renseignements généreux

## *production et diffusion de brochures pédagogiques*

Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche permettant de dégager des pistes de réflexion et d'action. Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.



---

### TITRES DISPONIBLES

---

- |  |  |
|--|--|
| 1. Critiques & espoirs du commerce équitable | 9. La culture du narcissisme             |
| 2. Que fait la France en Afrique ?           | 10. Les illusions du progrès technique   |
| 3. À qui profite la dette ?                  | 11. Nucléaire : jusqu'ici tout va bien   |
| 4. L'idéologie du développement              | 12. L'agriculture de destruction massive |
| 5. Que devient l'aide au développement ?     | 13. Les argumentocs                      |
| 6. Pub : la conquête de notre imaginaire     | 14. Réinventer les médias                |
| 7. Comment blanchir l'argent sale ?          | 15. Dominations et liberté               |
| 8. Sommes-nous en démocratie ?               | 16. Connaissez-vous Nicolas Sarkozy ?    |

---

### REPRODUCTION ET DIFFUSION

---

Vous êtes libres de lire, modifier, reproduire et diffuser toute ou partie de cette brochure à condition que les libertés énoncées dans ce paragraphe s'appliquent sans restriction à ce que vous en faites. Si vous la modifiez, indiquez-le clairement sur la couverture. Si possible, imprimez-la sur papier recyclé... Enfin, ne la stockez pas : faites-la circuler autour de vous, offrez-la, posez-la dans un endroit où elle sera lue. Face à l'industrialisation des médias, inventons des alternatives pour faire circuler nos idées !

---

### INTERNET

---

Retrouvez toutes nos brochures, des textes, des citations et bien d'autres choses.

site internet : <http://www.les-renseignements-generaux.org/>

courrier électronique : [rengen@no-log.org](mailto:rengen@no-log.org)